



Centre Hospitalier  
BUËCH-DURANCE



GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : [cellulemarches@chicas-gap.fr](mailto:cellulemarches@chicas-gap.fr)



SE9 N189

## MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DU CENTRE HOSPITALIER D'EMBRUN

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES N° 023-2025 (CCTP)

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :  
Des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Code nomenclature DGOS : PA10DOOO

## SOMMAIRE

### Table des matières

SOMMAIRE.....	2
1.1 Objet .....	4
1.2 Objet des missions.....	6
1.3 Principes fondamentaux.....	6
1.4 Intervenants .....	7
1.4.2 Maitrise d'oeuvre.....	7
1.4.3 Controle Technique de Construction (CTC) .....	8
1.4.4 Coordination des systemes de securite incendie (CSSI) .....	8
1.4.5 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	8
1.5 Dispositions générales .....	8
1.5.2 Prise en compte des nouvelles reglementations .....	8
1.5.3 Indications relatives a l'operation de travaux .....	9
1.5.4 Designation du Coordonnateur .....	9
1.5.5 Modalites de presence .....	10
2.1 Stipulations communes aux missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phases conception et réalisation.....	10
2.1.2 Autorite du coordonnateur.....	11
2.1.3 Categories d'operation .....	11
2.2 Mission de CSPS en matière de sécurité et protection de la santé en phase conception lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (Mission 1).....	12
2.2.1 Objectifs de la mission .....	12
2.2.2 Etendue de la mission.....	12
2.2.3 Deroulement de la mission et des livrables .....	13
2.3 Mission de CSPS en matière de sécurité et protection de la santé en phase réalisation lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (Mission 2).....	17
2.3.1 Objectifs de la mission .....	17
2.3.2 Etendue de la mission.....	17
2.3.3 Deroulement de la mission et livrables.....	18
2.3.4 Mesures d'urgence .....	21
2.4 Mission de coordination lors de travaux réalisés par une entreprise extérieure (Mission 3) .....	22

2.4.2	Definitions .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.4.3	Etendue de la mission.....	23
2.4.4	Deroulement de la mission et livrables.....	24
2.4.5	Information du Beneficiaire .....	28
2.5	Mission de CSPS en cas de chantiers clos et indépendants ne relevant pas des opérations de bâtiment ou de génie civil ou de travaux réalisés par une entreprise extérieure (Mission 4) .....	29
2.6	Mission d'assistance à l'établissement de la déclaration préalable prévue à l'article 29	
2.7	Mission d'assistance à l'établissement du dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT) .....	31
2.8	Mission de conseil et d'assistance ponctuels (Mission 7) .....	33
2.9	Mise à disposition des documents produits par le Titulaire .....	34

## **1 GENERALITES**

### **1.1 Objet**

Le présent CCTP a pour objet la définition du contenu des principes et modalités de réalisation des missions de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS) pour l'opération de rénovation du Centre Hospitalier d'Embrun, située au 8 rue Pierre et Marie Curie – 05200 Embrun.

Le Titulaire intervient principalement en application des articles L4531-1 à L4532-18 et R4532-1 à R4532-98 du Code du travail.

Ces dispositions sont issues de la loi n°76-1106 du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention des accidents du travail modifiée par la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, et ses principaux textes pris pour son application :

- Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail, modifié par le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail ;
- Décret n°95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le code du travail ;
- décrets n°95-607 du 6 mai 1995 fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil et n°95-608 du 8 mai 1995 modifiant le code du travail et divers textes réglementaires en vue de les rendre applicables aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de bâtiment ou de génie civil ;
- Arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application du code du travail ;
- Arrêté du 7 mars 1995 modifié par arrêté du 25 février 2003, relatifs à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation ;
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil ;
- Décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie

- civil et modifiant le code du travail ;
- Arrêté du 25 février 2003 fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis ;
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail ;

Ces lois et décrets étaient principalement codifiés aux articles L235-1 à L235-19 et R238-1 à R238-56 de l'ancien Code du Travail. L'ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) et le décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail (partie réglementaire) abrogent ces articles et les codifient au nouveau code du travail aux articles mentionnés au deuxième paragraphe du présent article ;

- Décret n°2011-39 du 10 janvier 2011 relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé ;
- Arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification.

Le contenu des différentes missions du coordonnateur SPS, les conditions et modalités d'exercice de ses missions, les compétences qu'il doit avoir et la formation nécessaire pour acquérir ces compétences sont précisés aux articles R4532-11 à R4532-37 du code du travail.

Subsidiairement, le Contrat prévoit que le Titulaire puisse intervenir en application des articles L4121- 1, R4511-1 à R4514-10 et R4515-1 à R4515-11 du code du travail. Ces dispositions sont issues de la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiée par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, modifiant le code du travail en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition en droit français des articles 6-4, 10-2 et 12-2 de la Directive du Conseil des communautés européennes n° 89/391/CEE du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre des mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs, et ses principaux textes d'application :

- Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Arrêté du 19 mars 1993 modifié fixant, en application de l'article R4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention ;
- Arrête du 26 avril 1996 concernant les opérations de chargement et de déchargement ;

- Circulaire DRT N° 93-14 du 18 mars 1993 prise pour l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 ;
- Recommandation R429 de la Caisse Nationale de l'Assurance-Maladie des Travailleurs Salariés relative au recours aux entreprises extérieures.

Aux termes du présent accord-cadre, le « coordonnateur » désigne la personne physique chargée de l'exécution des prestations.

## **1.2 Objet des missions**

Son objet est intervention du coordonnateur qui est de veiller à la mise en œuvre de mesures de prévention des risques professionnels et d'arrêter les mesures générales de prévention en concertation avec le maître d'œuvre & maître d'ouvrage.

Il concerne les missions suivantes :

### **▣ Les missions de base :**

- 1- Mission de CSPS en phase conception lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ;
- 2- Mission de CSPS en phase réalisation lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ;
- 3- Mission de CSPS lors de travaux réalisés par une entreprise extérieure ;
- 4- Mission de CSPS en cas de chantiers clos et indépendants ne relevant pas des opérations de bâtiment ou de génie civil ou de travaux réalisés par une entreprise extérieure ;

### **▣ Les missions connexes détachables :**

- 5- Mission d'assistance à l'établissement de la déclaration préalable prévue à l'article L4532-1 du Code du travail ;
- 6- Mission d'assistance à l'établissement du dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R4211-3 du Code du travail ;

### **▣ Les missions en lien avec la législation sur le travail :**

- 7- Mission de conseil et d'assistance ponctuels.

La forme spécifique de l'accord-cadre et la durée maximale de ce contrat impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent accord-cadre.

## **1.3 Principes fondamentaux**

Le coordonnateur intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle ses interventions sont demandées par le maître d'ouvrage (sauf stipulations contraires au présent contrat).

Outre les avis formulés tout au long de l'avancement du projet, il doit contractuellement fournir plusieurs livrables.

L'exécution des prestations du coordonnateur ont lieu dans les bâtiments du Bénéficiaire, maître d'ouvrage.

Dans le cadre de ses missions, le coordonnateur doit mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces obligations sont prescrites dans le cahier des charges de l'opération et imposées par les textes législatifs et réglementaires pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil. Ces dispositions ont pour objet :

- De contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier ;
- D'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc. ;
- De réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et les salariés ;
- Maîtriser les risques liés à la coactivité des entreprises ;
- D'assurer pour le compte du maître d'ouvrage de l'établissement bénéficiaire, les relations avec les organismes officiels de prévention.

Il appartient au coordonnateur SPS de formuler ses avis et de réaliser sa prestation sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages dont il assure la coordination.

Le Titulaire est donc réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité des chantiers pouvant s'appliquer aux opérations prévues dans le cadre du présent contrat.

## **1.4 Intervenants**

### **1.4.1 Conduite d'opération**

La conduite d'opération peut être confiée à un prestataire extérieur ou effectuée par le Bénéficiaire, maître d'ouvrage.

### **1.4.2 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre peut être assurée soit par le maître d'ouvrage ou son représentant

technique, soit par un prestataire extérieur.

Dans ce dernier cas, les missions confiées aux prestataires extérieurs sont généralement des missions de base de base mentionnées à l'article R2431-4 et à l'annexe 20 du Code, comprenant ESQUISSE ou DIAG, APS, APD, PRO, ACT, EXE ou VISA sur EXE, DET, AOR.

#### **1.4.3 Contrôle Technique de Construction (CTC)**

La mission de CTC est assurée par un prestataire extérieur, réglementairement agréé et désigné par le maître d'ouvrage ;

#### **1.4.4 Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)**

La mission de CSSI est assurée soit par le maître d'ouvrage ou son représentant technique délégué, soit par le maître d'œuvre soit par un autre prestataire extérieur ;

#### **1.4.5 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

La mission OPC est assurée soit par le maître d'ouvrage, soit par le maître d'œuvre soit par un autre prestataire extérieur.

### **1.5 Dispositions générales**

#### **1.5.1 Cadre général des missions**

De manière générale, sur l'ensemble de ses missions, le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2 du Code du travail :

- Éviter les risques ;
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

#### **1.5.2 Prise en compte des nouvelles réglementations**

Il appartient au coordonnateur de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date



d'obtention des autorisations préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le coordonnateur est tenu d'informer le maître d'ouvrage sur les conséquences de ces textes.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou transposition en droit interne des normes européennes.

### **1.5.3 Indications relatives a l'opération de travaux**

Contexte de l'opération

- Nature des travaux : Rénovation lourde d'un bâtiment hospitalier existant
  - Montant prévisionnel des travaux : 22 500 000 € HT (hors VRD)
  - Durée prévisionnelle des travaux : 36 mois
  - Catégorie d'opération SPS : à définir selon les seuils réglementaires (catégorie 1 / 2 / 3)
    - Le nombre entreprises (sous-traitant compris) est  $\geq 25$ .
  - Projet en site occupé, nécessitant une coordination renforcée entre entreprises
- En PJ le planning prévisionnel de l'opération.

### **1.5.4 Désignation du Coordonnateur**

Dès la notification du bon de commande, le Titulaire désigne nominativement le coordonnateur, personne physique responsable technique pour exécuter les missions de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas de son fait. Le Titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite ;
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique ; à défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée dans les conditions de l'article 37 du CCAG-PI.

Dès la notification du bon de commande et à la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Le coordonnateur ou à défaut le Titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou à défaut au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à sa mission de contrôle. Il lui appartient de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

#### **1.5.5 Modalités de présence**

Au titre de chacune des missions, le coordonnateur doit assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction.

Il assiste notamment le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail...).

Il lui appartient enfin de se rendre sur le chantier au moins une fois par quinzaine et chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

## **2 DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS**

L'exercice des missions de CSPS, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur site(s).

### **2.1 Stipulations communes aux missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phases conception et réalisation**

#### **2.1.1 Descriptif générique**

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage est :

- Celle qui résulte de l'application des dispositions de la loi n° 93-1418 et des textes afférents rappelés à l'article 1.1, concernant la coordination et la mission du coordonnateur de sécurité, tant pour les phases conception que réalisation ;
- une mission de conseil du maître d'ouvrage dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé pour tous les points qui sont de leur responsabilité

en vertu de la loi précitée et qui ne seraient pas visés au 1.1 ; à ce titre, le coordonnateur informe, en temps opportun, au besoin par écrit sur toutes ses obligations, et l'assiste au cours de la conception et de la réalisation du projet, notamment pour intégrer les contraintes liées au programme et au(x) site(s) ;

- Plus généralement, une mission d'assistance au maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne l'application de la législation du travail et de la santé, qu'elle soit nationale ou locale, à l'opération ; à ce titre, il assure les relations courantes avec les administrations et les organismes chargés d'en vérifier l'application ; il veille, par exemple, au respect de la réglementation sur le travail clandestin ;
- il veille également à la bonne application des mesures de sécurité visant la protection des patients ou résidents et des exploitants.

### **2.1.2 Autorité du coordonnateur**

Le coordonnateur a autorité par délégation du signataire du bon de commande pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Il a en particulier tout pouvoir pour prendre ou faire prendre en accord avec le maître d'ouvrage toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des travailleurs.

En dehors des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le coordonnateur a tout pouvoir du maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux contrats relatifs à la sécurité des travailleurs. A cette fin, voire en complément, il doit faire part de ses avis et observations au maître d'ouvrage pour décider des mesures les plus pertinentes à imposer.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les contrats déjà conclus, le coordonnateur les soumet au préalable, au maître d'ouvrage et, le cas échéant, au maître d'œuvre, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

A défaut de réponse dans un délai qui ne saurait être inférieur à huit jours et qu'il aura précisé, il est fondé à faire engager par le maître d'œuvre les dépenses correspondantes à la charge, au moins provisoire, du maître d'ouvrage dans l'attente de la détermination des responsabilités.

Néanmoins, le coordonnateur s'attache, en premier lieu, à prévoir en phase de conception, dans les pièces des marchés à conclure, toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs afin que le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage puissent notamment prévoir les moyens financiers nécessaires en temps opportun.

Plus généralement, le coordonnateur doit, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs du Bénéficiaire : délais, qualité, coût.

### **2.1.3 Catégories d'opération**

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage est de niveau 1.

## **2.2 Mission de CSPS en matière de sécurité et protection de la santé en phase conception lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (Mission 1)**

### **2.2.1 Objectifs de la mission**

Au cours de cette mission, le coordonnateur met en place l'ensemble des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, usagers, visiteurs...).

Le coordonnateur intervient notamment, à la demande du maître d'œuvre, aux fins précisées aux articles L4531-1 et L4532-2 du Code du travail.

Les objectifs du coordonnateur consistent à :

- Assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui ont à intervenir sur le chantier de bâtiment ou de génie civil ou sur les chantiers sur l'ouvrage en cours d'exploitation
- Intégrer cette contrainte en concertation avec le coordonnateur OPC (Ordonnancement Pilotage Coordination) dans la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se dérouleront simultanément ou successivement ;
- Prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises distinctes et prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Dans le cadre de ses objectifs, les tâches à exécuter consistent à :

- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet à la demande du maître d'œuvre aux fins précisées aux articles L4532-2 et L4532-3 du Code du travail ;
- Vérifier les dispositions prévues pour exécuter les voiries-réseaux divers initiaux (article R4533- 1 à R4533-5 du Code du travail) ;
- Élaborer le plan général de coordination (article L4532-8 du Code du travail) ;
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (articles L4532-16 du Code du travail) ;
- Ouvrir le registre-journal de la coordination (R4532-38 à 41 du Code du travail) ;
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier ;
- Établir en concertation avec le maître d'œuvre le cahier des charges de désamiantage ou toute autre dépollution si nécessaire.

### **2.2.2 Etendue de la mission**

Dans le cadre du Marché, la mission de CSPS en phase conception débute dès réception par le Titulaire du bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achève à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débute, le coordonnateur prend connaissance, auprès du maître d'ouvrage, de l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marque le début de la mission.

### **2.2.3 Déroulement de la mission et des livrables**

De manière générale, le coordonnateur participe aux réunions de conception, à la demande du maître d'œuvre, afin d'organiser et de coordonner la sécurité et la prévention de la santé de tous, à l'intérieur et aux abords du chantier.

Durant cette phase, il vérifie notamment, le cas échéant, les dispositions prévues pour exécuter les voiries et réseaux divers initiaux en application des articles R4533-1 à R4533-5 du Code du travail.

#### **2.2.3.1 Rapport à chaque phase**

À l'issue de chaque phase de la conception (APS, APD, PRO/DCE), le coordonnateur SPS établit la synthèse de ses remarques sous forme d'un rapport.

Il s'appuie, pour ce faire, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis.

Le rapport concernant la phase d'études de projet (PRO/DCE), correspondant à la fin des études, comporte une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.

La notice d'organisation générale du chantier, établie par le maître d'œuvre, fait l'objet d'une analyse spécifique formalisée dans un rapport remis au maître d'ouvrage.

#### **2.2.3.2 Elaboration du Plan Général de Coordination (PGC)**

Le coordonnateur SPS élabore le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), prévu à l'article L4532-8 du Code du travail.

Le coordonnateur commence à rédiger le PGC dès le début des études APS, puis le fait évoluer jusqu'à la phase de projet ; le PGC est alors remis au maître d'ouvrage qui le joint au dossier de consultation des entreprises.

Le PGC définit :

- Les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par la maîtrise d'œuvre, en coordination avec le chef d'établissement ;

- La répartition des mesures de coordination entre les différents lots de travaux, notamment :
  - Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
  - Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
  - La délimitation et l'aménagement des zones de stockage, d'entreposage et d'évacuation des différents matériaux ;
  - L'utilisation des protections individuelles et collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
  - Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site (l'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux...) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage) ;
  - Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics...) ;
  - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
  - Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
  - Les modalités de coopération entre entreprises ;
  - Les modalités du contrôle d'accès au chantier.

#### **2.2.3.3 Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Cet élément de mission ne concerne que les bâtiments de 1ère catégorie au sens du Code du travail (article R4532-1).

Le coordonnateur élabore le projet de règlement du CISSCT conformément à l'article R4532-91 du Code du travail.

Le coordonnateur remet ce projet de règlement avec le PGC, de façon à permettre son inclusion au dossier de consultation des entreprises.

#### **2.2.3.4 Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

Le coordonnateur SPS constitue le DIUO qui rassemble, dans le cadre défini par l'article R4532-29 du Code du travail, les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Ce document précise notamment les dispositions prises :

- Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- Pour l'accès en couverture (moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
- Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d'appareillages situés en hauteur).

Il indique en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO doit être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO est amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

Lorsque l'ouvrage est un lieu de travail, le DIUO intègre, entre autres pièces, le dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT) dont il reprend et analyse les renseignements techniques sous l'angle des principes généraux de prévention. Le DMLT décrit l'intervention et son mode opératoire. Le DIUO décrit les conditions dans lesquelles se déroulent l'intervention et les moyens mis à la disposition de l'opérateur.

L'assistance à la rédaction du DMLT est dissociée de la mission de coordination et est décrite au 2.7.

#### **2.2.3.5 Le registre-journal de la coordination**

Le coordonnateur SPS ouvre et met à jour le registre-journal de la coordination : il y consigne, dans l'ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fait alors viser par le maître d'œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au minimum à la fin de chaque mois, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présente comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le coordonnateur. Le registre doit se trouver dans un lieu sécurisé dans les locaux du maître d'ouvrage, accessible à tout moment par le coordonnateur.

Ce cahier est complété par les annexes auxquelles il est fait

référence. Durant cette mission, le coordonnateur consigne

au registre-journal :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers

d'études et les suites qui leur sont données.

#### **2.2.3.6 Contribution à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC.
- Le projet de règlement intérieur du CISSCT, vu l'opération de 1ère catégorie.

D'autre part, le coordonnateur propose au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés publics de travaux. Il définit ainsi les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Enfin, si un désamiantage ou toute autre dépollution des locaux et des sols extérieurs se révélait être nécessaire, le coordonnateur collabore à la rédaction du cahier des charges de désamiantage ou tout autre dépollution en concertation avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, si nécessaire.



## **2.3 Mission de CSPS en matière de sécurité et protection de la santé en phase réalisation lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (Mission 2)**

### **2.3.1 Objectifs de la mission**

Au cours de cette mission, le coordonnateur veille à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction.

Le coordonnateur est l'interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exerce sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et le chargé de mission de l'OPC.

Le coordonnateur veille par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

Ses objectifs sont donc :

- Intégrer les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L4211-1 et L4211-2 du Code du travail ;
- Faire appliquer les consignes préconisées pendant la phase de préparation du chantier ;
- Prendre en compte, les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs entreprises sur un même site ;
- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées (contrôle du port du badge) ;
- Rassembler dans un dossier toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R4532-95 à 98 & R4211-3 à R4211-5 du Code du travail) ;
- Être amené à formuler un avis sur un ou plusieurs sous-traitants ;
- Contrôler les dispositions retenues par l'entreprise pour les travaux de désamiantage ;
- Contrôler le respect des mesures préconisées pour la lutte contre les infections nosocomiales et contre les nuisances du chantier (bruit, poussière...) ;
- Lors de travaux exécutés en site occupé, faire l'interface avec le représentant du Bénéficiaire pour la mise en œuvre d'un plan de prévention d'hygiène et de sécurité ; le plan est établi par écrit en coordination avec les utilisateur du site. Il faut prévoir des réunions de coordination pour cette mission primordiale au vu du site occupé qui reste en activité.

### **2.3.2 Etendue de la mission**

Dans le cadre du Marché, la mission de coordination en matière de sécurité et

protection de la santé en phase réalisation débute dès réception par le Titulaire du bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achève au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le coordonnateur est chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marque le début de la mission.

### **2.3.3 Déroutement de la mission et livrables**

#### **2.3.3.1 Tenue du registre-journal de la coordination**

De manière générale, au cours de cette mission, le coordonnateur tient à jour le registre-journal de la coordination en y consignait :

- L'arrivée de toute nouvelle entreprise, titulaire ou sous-traitante ;
- La remise d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) (cf. infra) ;
- L'arrêt d'un poste de travail ;
- La tenue d'une réunion sur le site ;
- Le PGC et ses additifs (cf. infra) ;
- Les procès-verbaux des inspections communes (cf. infra) ;
- Les comptes rendus de réunions ;
- Les visites de chantier (cf. infra) ;
- L'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.
- Les comptes rendus de coordination avec les utilisateurs pour maintien de l'activité en site occupé de l'hôpital.

Au minimum à la fin de chaque mois, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présente comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le coordonnateur. Le registre doit se trouver dans les locaux du maître d'ouvrage, accessible à tout moment par le coordonnateur.

Ce cahier est complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

#### **2.3.3.2 Organisation des entreprises**

En coordination avec l'OPC, le coordonnateur SPS organise les différentes entreprises, y compris sous- traitantes, et coordonne leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la coactivité.

Il contrôle notamment le plan d'installation de chantier et vérifie les installations de chantier de chaque entreprise.

Le coordonnateur est destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance ayant reçu l'agrément du maître d'ouvrage.

#### **2.3.3.3 Collecte des PPSPS**

Suivant les dispositions des articles R4532-58 et R4532-59 du Code du travail, le coordonnateur :

- Communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Guide les entreprises, leurs co-traitants et sous-traitants dans l'élaboration de leur PPSPS, en contrôle le contenu, et veille à ce qu'il soit conforme aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail ;
- Harmonise les PPSPS des différentes entreprises ;
- Diffuse les PPSPS aux organismes intéressés ;
- Assiste le maître d'ouvrage dans la gestion des PPSPS ;
- Transmet à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés à l'article L4532-8 du Code du travail ;
- Transmet à chaque entreprise en faisant la demande l'ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

#### **2.3.3.4 Inspection commune de chantier**

Le coordonnateur procède à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention. Cette visite a pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des date et heure de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y assister, s'ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l'inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS de l'entreprise. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise.

Le coordonnateur consigne cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adresse alors le procès-verbal au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

#### **2.3.3.5 Adaptation du PGC**

Tout au long de la mission, le coordonnateur complète et adapte le PGC au vu de

l'évolution du chantier, et en fait mention dans le registre-journal du chantier. Il veille à ce que les PPSPS soient, le cas échéant, mis à jour.  
Il y intègre notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communique les modifications du PGC au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et  
aux titulaires des marchés publics de travaux.

#### **2.3.3.6 Constitution du CISSCT**

Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf (9) jours  
qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur organise et préside le collège conformément aux articles R4532-84 et suivants du Code du travail. Il veille notamment à l'efficacité de ce collège ; pour ce faire, s'il le juge utile, le  
coordonnateur peut l'organiser sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un  
découpage plus adapté des travaux.

Les frais de fonctionnement du CISSCT sont à la charge du Titulaire.

#### **2.3.3.7 Dossier de fin de mission avant début du chantier**

Le coordonnateur produit un dossier de « fin de missions avant début du chantier » en deux exemplaires remis au maître d'ouvrage, et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours de la phase conception et de la phase préparatoire de chantier.

#### **2.3.3.8 Inspections de chantier**

Le coordonnateur procède à des inspections régulières du chantier (au moins 1 par semaine) afin de veiller à l'application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché public et dans leur PPSPS. Il peut également procéder à des visites inopinées supplémentaires.

Il s'assure également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions  
retenues par le CISSCT.

Le coordonnateur consigne chacune de ses visites dans le registre-journal.

#### **2.3.3.9 Avis sur les dossiers d'études d'exécution**

Le coordonnateur SPS formule toutes les observations qu'il juge nécessaire de faire sur les documents  
d'exécution.

Ces observations sont transmises par écrit au maître d'ouvrage.

#### **2.3.3.10 Accidents de chantier**

Le coordonnateur établit les statistiques d'accidents de travail intervenus sur le chantier.

Il analyse les rapports d'accidents établis par les entreprises afin de proposer toute mesure de protection utile à la prévention de ces accidents.

#### **2.3.3.11 Mise à jour du DIUO**

Le coordonnateur met à jour le DIUO tout au long de l'avancement du chantier.

Au plus tard un (1) mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO partiel. Il comprend notamment :

- Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (plans, notes techniques) ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilités...) ;
- Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini aux articles R4211-3 à R4211-5 du Code du travail ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage – élaborée par le coordonnateur recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Enfin, au moins un (1) mois avant la fin de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO définitif. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

#### **2.3.4 Mesures d'urgence**

En vertu des articles L4131-1 à L4131-4 et L4132-2 à L4131-4 du Code du travail, le coordonnateur est autorisé à prendre toute disposition d'urgence qui s'impose, voire à arrêter et évacuer le chantier si nécessaire.

Toute décision d'urgence qu'il est amené à prendre fait l'objet d'un rapport justificatif faisant état des circonstances et des raisons l'ayant mené à prendre une telle décision. Ce rapport est adressé au maître d'ouvrage au plus tard le jour suivant sa décision.

## **2.4 Mission de coordination lors de travaux réalisés par une entreprise extérieure (Mission 3)**

### **2.4.1 Principes généraux**

Les articles R4511-1 et suivants du Code du travail fixent les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Les obligations posées par articles L4121-1, R4511-1 à R4514-10 et R4515-1 à R4515-11 du Code du travail sont transposées par l'article L4111-1 du même code s'agissant des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi qu'aux groupements de coopération sanitaire de droit public mentionnés au 1° de l'article L6133-3 du Code de la santé publique (et aux autres collectivités publiques par le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène

et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique modifié par le décret n° 2011-774 du 28 juin 2011, le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité dans la Fonction publique territoriale modifié par décret n° 2012-170 du 3 février 2012).

L'accord sur la santé et la sécurité dans la fonction publique du 20 novembre 2009 rappelle et souligne dans son préambule que les activités couvertes par des règles de sécurité spécifiques applicables dans le secteur privé, sont également applicables aux activités relevant du secteur public.

Les établissements publics font appel à des entreprises spécialisées ou à des autres employeurs publics pour faire réaliser des travaux ou effectuer des prestations pour lesquels leur propre personnel n'est pas disponible ou manque de savoir-faire.

Les travaux ou prestations de services effectués dans un établissement par une ou plusieurs entreprises extérieures peuvent engendrer des risques d'accident ou incident qui pourraient résulter de l'interférence ou lié à la coactivité de plusieurs intervenants sur un même lieu de travail et à la méconnaissance de chacun des risques que peut induire l'activité de l'autre.

La mission déléguée au coordonnateur en application de l'article R4511-9 du Code du travail, concerne donc, lorsque les conditions sont réunies, la coordination des mesures de prévention en cas d'intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures et l'élaboration et la rédaction du plan de prévention (ou du protocole de sécurité, remplaçant le plan de prévention lorsqu'il s'agit d'opérations de chargement ou de déchargement).

La mission ne s'applique pas aux chantiers de bâtiment ou de génie civil soumis à l'obligation de coordination (missions décrites aux 2.1 et 2.2 ci-dessus), ni aux autres chantiers clos et indépendants (mission décrite au 2.4 ci-dessous) et va, entre autres, concerner la majeure partie des opérations de maintenance immobilière réalisées par des entreprises extérieures.

En revanche, pour ce type d'opérations, si les principaux risques s'avèrent être des risques de coactivité de bâtiment et de travaux publics, alors la mission doit être commandée selon les stipulations des articles 2.2 et 2.3 ci-dessus.

#### **2.4.2 Définitions**

Dans les articles R4511-1 et suivants du Code du travail, les termes sont définis ainsi :

- Opération : une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif ;
- Entreprise utilisatrice : Bénéficiaire qui utilise les services d'entreprises extérieures ;
- Entreprise extérieure : entreprise qui effectue des travaux ou des prestations de service dans l'enceinte d'un Bénéficiaire ;
- Entreprise sous-traitante : entreprise extérieure qui effectue des prestations au profit d'une autre entreprise extérieure sur le site de l'entreprise utilisatrice ;
- Risque d'interférence : risques supplémentaires s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise et s'expliquant par la présence d'installations, de matériels et d'activités de différentes entreprises sur un même milieu de travail ;
- Chantier : ensemble de travaux ou prestations partagé entre plusieurs entreprises et géographiquement regroupés, afin que le responsable, le chef de travaux, puisse assurer la direction effective de l'équipe au travail ; le chantier est réputé ouvert, c'est-à-dire en interaction avec les espaces ou les locaux d'un Bénéficiaire.

Il est précisé ici que les services d'un même Bénéficiaire peuvent se voir attribuer les différentes définitions d'entreprise utilisatrice ou extérieure voire sous-traitante selon les risques d'interaction entre ses services. Une mission peut donc être commandée à ce titre.

De même, il peut se présenter une situation inverse où le Bénéficiaire est prestataire extérieur de service au bénéfice d'un utilisateur (un autre établissement, une collectivité, ou une association ou une entreprise). S'il n'en a pas juridiquement l'initiative, le Bénéficiaire intervenant extérieur doit néanmoins veiller à ce que la réglementation sur la coactivité soit effectivement respectée. Il sollicite le devoir de conseil du coordonnateur pour vérifier si sa prestation est assujettie à la réglementation relative à l'intervention des entreprises extérieures et le cas échéant fait adresser par le coordonnateur un courrier d'alerte à l'utilisateur afin que ce dernier se mette en ordre de marche. La présente prestation est réglée par application des tarifs horaires de la mission de conseil sur la légalisation du travail prévue au 2.8.

#### **2.4.3 Etendue de la mission**

Dans le cadre du Marché, la mission de coordination en cas de recours à une entreprise extérieure débute dès réception par le Titulaire du bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achève au plus tard à la fin du contrat liant les entreprises extérieures au Bénéficiaire ou à la fin du délai de garantie légal lorsqu'il en existe un.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le coordonnateur est chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises extérieures.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le Bénéficiaire, marque le début de la mission.

## **2.4.4 Déroulement de la mission et livrables**

### **2.4.4.1 Cadre général de la mission**

Le coordonnateur :

- Assure la coordination générale des mesures de prévention prises par le Bénéficiaire et par lui et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises extérieures intervenant dans l'établissement du Bénéficiaire ;
- Alerte le chef d'entreprise extérieure en cas de connaissance de l'exposition de ses salariés à un danger grave ;
- Communique aux chefs des entreprises extérieures ses consignes de sécurité applicables aux travailleurs chargés d'exécuter l'opération, y compris durant leurs déplacements ;
- Assure le suivi et le contrôle de l'application effective du plan de prévention par la ou les entreprises extérieures ;
- Prend l'initiative des inspections et réunions périodiques de coordination ;
- S'assure que les salariés des entreprises extérieures ont bien reçu l'information sur les risques et la formation à la sécurité correspondante.

### **2.4.4.2 Collecte des données**

Le coordonnateur doit demander au Bénéficiaire qu'il lui communique les instructions appropriées aux risques rencontrés et il collecte auprès des entreprises extérieures qui lui communiquent par écrit :

- La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
- Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
- L'identification des travaux sous-traités.

### **2.4.4.3 Inspection commune**

Dans tous les cas d'intervention d'entreprises extérieures dans les locaux d'un Bénéficiaire, quel que soit le nombre d'heures travaillées et la nature des travaux ou prestations effectués, le Bénéficiaire, via le coordonnateur doit organiser au préalable une inspection commune des lieux d'interventions avec toutes les entreprises extérieures qui sont appelées à intervenir.



Une concertation entre le Bénéficiaire, le coordonnateur et les entreprises extérieures doit permettre d'identifier et d'analyser les risques d'interférences entre les activités, les installations, et de mettre en place des mesures de prévention.

Le coordonnateur est chargé de fixer une date pour la réalisation de l'inspection commune préalable et d'avertir l'ensemble des entreprises extérieures intervenant sur un chantier avant le début des travaux ou prestations et il doit également prévenir lesdites entreprises de venir avec leurs sous- traitants. Tous les participants à l'opération, y compris le Bénéficiaire et les sous-traitants, doivent être présents simultanément lors de l'inspection commune préalable.

Au cours de cette inspection, le coordonnateur :

- Délimite le secteur de l'intervention des entreprises extérieures ;
- Matérialise les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs ;
- Indique les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures ;
- Définit les voies d'accès de ces travailleurs aux locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures.

Le Bénéficiaire et le coordonnateur communiquent aux chefs des entreprises extérieures leurs consignes de sécurité applicables aux travailleurs chargés d'exécuter l'opération, y compris durant leurs déplacements.

Le coordonnateur établit un rapport d'inspection commune qui reprend les données propres à chaque entreprise pour son intervention dans le cadre de l'opération et identifie de prime abord les principaux risques. Il est visé par toutes les entreprises intervenantes et vaut procès-verbal de tenue de l'inspection commune.

Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, le coordonnateur et les chefs des entreprises extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. Si besoin est, ils arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

#### **2.4.4.4 Plan de prévention**

Un plan de prévention est obligatoirement rédigé avant le commencement des travaux par écrit dans deux hypothèses :

- Dès lors que l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, y compris leurs entreprises sous-traitantes, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au
- Moins à 400 heures de travail sur une période égale au plus à 12 mois (année civile) ; il en est de même dès l'instant où, en cours d'exécution des travaux ou prestations, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;

- Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux ou prestations à effectuer sont au nombre des travaux dangereux figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 19 mars 1993 cité au 1.1.

Dans les autres cas, il convient de bien formaliser qu'il n'est pas nécessaire d'écrire un plan de prévention.

Le plan de prévention comporte au moins les éléments et dispositions suivantes :

- Les renseignements relatifs à l'opération et aux entreprises extérieures (noms et coordonnées des responsables de la collectivité ou de l'établissement et ceux de l'entreprise extérieure, la date d'arrivée et la durée prévisibles des travaux, les consignes et règles de sécurité à respecter dans la collectivité ou l'établissement...);
- La liste des documents remis et commentés aux entreprises extérieures, les qualifications requises par les salariés et les moyens mis à disposition (locaux et matériels);
- L'analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels, la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien;
- Les instructions à donner aux travailleurs;
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice;
- Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux ou prestations réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement;
- Les moyens mis en place pour le suivi du plan de prévention, sa réactualisation et son application effective sur le terrain.

Le plan de prévention doit répertorier la liste des salariés qui relèvent d'un suivi médical renforcé du

fait de l'exposition aux risques particuliers donnés par l'article R4624-23 du Code du travail. La liste

des postes occupés par les salariés susceptibles de relever du suivi médical renforcé doit être fournie par chaque entreprise extérieure concernée et figurer dans le plan de prévention.

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont joints au plan de prévention. Ce plan de prévention doit être entretenu et mis à jour en fonction de l'évolution de la situation de

travail (directement sur le plan de prévention ou par la rédaction d'avenant(s) à ce plan de prévention.

Le plan de prévention est tenu, pendant toute la durée des travaux, à la disposition de

l'inspection du travail, des agents de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Le coordonnateur informe par écrit l'inspection du travail de l'ouverture des travaux.

#### **2.4.4.5 Protocole de sécurité**

Un régime spécifique s'applique aux opérations de chargement ou de déchargement réalisées par des entreprises extérieures transportant des marchandises, en provenance ou à destination d'un lieu extérieur à l'enceinte du Bénéficiaire, dit « entreprise d'accueil » aux termes du Code du travail.

Les opérations de chargement ou de déchargement font l'objet d'un document écrit, dit « protocole de sécurité », remplaçant le plan de prévention. Ce protocole est établi dans le cadre d'un échange entre les employeurs intéressés, préalablement à la réalisation de l'opération, à moins que l'opération de revête un caractère répétitif qui font alors l'objet d'un seul protocole.

Ce protocole comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générée par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation. Sans effectuer une liste exhaustive des informations, les points suivants doivent figurer dans le protocole :

- Caractéristiques des véhicules utilisés ;
- Matériels et engins utilisés ;
- Plans de circulation et de stationnement ;
- Consignes de sécurité ;
- Moyens de secours ;
- Noms des intervenants ;
- Nature et conditionnement de la marchandise ;
- Produits dangereux ; la réglementation est renforcée en cas d'opérations de chargement déchargement de produits dangereux ; par effet de l'article 1 d'un arrêté du 17 décembre 1998, il est prévu l'intervention obligatoire d'une personne dotée d'une compétence spécialisée, le conseiller à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses ; le cas échéant, le coordonnateur se met en relation avec celui-ci pour l'établissement du protocole de sécurité.

#### **2.4.4.6 Inspections et réunions périodiques de coordination**

Pendant l'exécution des opérations, chaque entreprise extérieure met en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Le coordonnateur s'assure auprès des chefs des entreprises extérieures que les mesures décidées sont exécutées. Il coordonne les mesures nouvelles à prendre lors du déroulement des travaux.

Le coordonnateur organise, avec les chefs des entreprises extérieures qu'il estime utile d'inviter, des inspections et réunions périodiques, selon une périodicité qu'il définit, afin d'assurer la coordination des mesures de prévention en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent. Toutefois, lorsque l'ensemble des opérations des entreprises extérieures présentes dans l'établissement conduit à l'emploi de travailleurs pour une durée totale supérieure à 90 000 heures pour les douze mois à venir, les inspections et réunions périodiques de coordination se tiennent au moins

tous les trois mois.

Les chefs des entreprises intéressées par les opérations en cause sont informés de la date à laquelle se tiennent les inspections et réunions périodiques de coordination. Lorsqu'ils l'estiment nécessaire en fonction des risques, les chefs des entreprises extérieures qui ne sont pas conviés participent, sur leur demande, aux réunions et inspections organisées par l'entreprise utilisatrice. En l'absence de réunion ou d'inspection, les chefs des entreprises extérieures peuvent, lorsqu'ils l'estiment nécessaire pour la sécurité des travailleurs, demander au coordonnateur d'organiser de telles réunions ou inspections.

Les mesures prises lors de la coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Le coordonnateur s'assure auprès des chefs des entreprises extérieures qu'ils ont donné aux travailleurs des instructions appropriées aux risques liés à la présence dans l'établissement de plusieurs entreprises.

Chaque inspection et réunion périodiques donne lieu à la rédaction d'un rapport.

#### **2.4.4.7 PGC et CISSCT**

Lorsque ces chantiers sont soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ou de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail alors le coordonnateur conduit sa mission relativement à ces éléments selon les stipulations respectives décrites aux articles 2.2 et 2.3 ci-dessus.

#### **2.4.5 Information du Bénéficiaire**

Dans le cadre de sa mission, le coordonnateur rend compte de son activité au Bénéficiaire. Il formalise son activité par des comptes rendus périodiques, notamment pendant la phase d'inspections et réunions périodiques de coordination et de mise à jour du plan de prévention ou protocole de sécurité.

Il remet en fin de mission une synthèse du déroulé de sa mission et les tâches effectuées au courant de celle-ci.

#### **2.4.6 MODELE**

La mission peut être limitée à l'élaboration et l'établissement d'un modèle de plan de prévention ou de protocole de sécurité qui constitue une trame à suivre par le Bénéficiaire lorsque surviennent les conditions pour la rédaction d'un plan de prévention ou d'un protocole de sécurité.

Dans cette forme, le modèle est assorti d'une synthèse réglementaire rappelant les obligations incombant au Bénéficiaire, et éventuellement un guide d'aide à la

complétude dudit modèle.

## **2.5 Mission de CSPS en cas de chantiers clos et indépendants ne relevant pas des opérations de bâtiment ou de génie civil ou de travaux réalisés par une entreprise extérieure (Mission 4)**

La notion de chantier clos et indépendant a été définie dans la circulaire DRT 93-14 du 18 mars 1993.

Par transposition de la définition qui y est faite au présent contrat, il s'agira le plus souvent de chantiers dans l'enceinte du Bénéficiaire matériellement isolés de celui-ci qui peuvent être considérés comme des chantiers indépendants par exemple en l'absence de tous risques liés à l'interférence entre la circulation des employés dudit Bénéficiaire et celle des salariés du chantier, de toute interférence pouvant résulter de risques d'origine chimique, et de toutes interférences d'installations et matériels (par exemple : installations électriques, fluides).

La notion de chantier « clos et indépendant » doit donc être formellement constatée et entretenue dans le temps au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux facteurs de risques.

Ainsi, le coordonnateur procède à une analyse des risques et procède à la rédaction d'un compte- rendu de cette analyse.

S'il s'avère que le chantier n'est pas clos et indépendant, alors le Bénéficiaire fait poursuivre la mission de coordination selon les stipulations prévues au présent accord-cadre selon que le chantier relève des opérations de bâtiment et de génie civil ou de travaux réalisés par une entreprise extérieure.

Si le chantier est bien clos et indépendant, la situation à l'intérieur du chantier lui-même doit faire l'objet d'une autre analyse. Dans l'enceinte du chantier plusieurs entreprises peuvent se trouver en situation de coactivité. Si tel est le cas, alors le coordonnateur poursuit sa mission et procède à la coordination de la sécurité et de protection de la santé de l'opération par transposition de niveau de catégories d'opération tels que décrit au 2.1.3. supra. Il établit alors les documents correspondants et le cas échéant constitue le CISST.

Les voies et réseaux divers (VRD) d'un chantier clos et indépendant pouvant « traverser » un établissement dans laquelle est inclus le chantier, il convient de traiter les interférences liées aux VRD.

Il s'assure tout au long du chantier que la notion de chantier clos et indépendant

s'applique toujours. La mission s'achève au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

## **2.6 Mission d'assistance à l'établissement de la déclaration préalable prévue à**

### **l'article L4532-1 du Code du travail (Mission 5)**

Prévue aux articles L4532-1, R4532-2 et R4532-3 du Code du travail, lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage doit effectuer avant le début des travaux une déclaration préalable.

Cette obligation concerne toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil qui remplit l'une des conditions suivantes :

- L'effectif prévisible dépasse 20 travailleurs à un moment quelconque des travaux, pour une durée dépassant 30 jours ouvrés ;
- Le volume prévu des travaux est supérieur à 500 hommes-jour.

Son contenu est fixé par l'arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle

sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L235-2 du Code du travail (devenu article L4532-1).

La déclaration a pour objectif et pour effet de permettre au maître d'ouvrage de nommer et identifier les acteurs de l'opération de bâtiment et génie civil. Selon les indications qui y figurent, elle définit la catégorie de la mission de coordination SPS.

Elle constitue également une démarche d'informations obligatoires auprès des organismes institutionnels de prévention des risques professionnels puisqu'elle doit être transmise à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirccte), l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et, selon les cas, la CARSAT/CRAMIF/CGSS (caisse d'assurance retraite et de la santé au travail, caisse régionale d'assurance maladie d'île de France, caisse générale de sécurité sociale).

Dans le cadre de la présente mission, le coordonnateur complète la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage au plus tard au stade de l'APS. Il utilise à cet effet, le formulaire Cerfa n°13630\*02 ou DE08.

En cas d'absence d'éléments pour la remplir entièrement, la déclaration préalable doit quand même être complétée et transmise aux organismes institutionnels de prévention des risques professionnels. Les informations contenues dans la déclaration préalable doivent être en adéquation avec celles contenues dans le PGCSPS tel que cela est prévu dans l'arrêté susmentionné.

L'expéditeur de la déclaration préalable aux organismes institutionnels de prévention des risques professionnels ci-dessus est le maître d'ouvrage.

Lorsque la déclaration préalable nécessite un complément d'informations ou est actualisée (nom(s) et adresse(s) du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) public(s) ou contrat(s) déjà désigné(s), nom(s) et adresse(s) du (des) sous-traitant(s) pressenti(s), effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier, nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier), le coordonnateur

procède à ce complément ou cette actualisation.

Lorsque la déclaration préalable a fait l'objet d'un complément d'information ou d'une actualisation

avec un envoi précédent, cela est mentionné sur le nouveau

formulaire transmis. La déclaration doit être affichée sur le chantier.

La mission commandée vaut pour la durée de l'opération concernée et s'achève lorsque le procès-verbal de réception de l'opération est établi.

### **2.7 Mission d'assistance à l'établissement du dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT) prévu à l'article R4211-3 du Code du travail (Mission 6)**

La mission résulte des articles R4211-3 à R4211-5, R4224-17 et R4532-95 du Code du travail de la circulaire DRT n° 95-07 du 14 avril 95 relative aux lieux de travail.

Elle s'applique aux opérations de bâtiment ou de génie civil (mission 6.1) ainsi qu'aux opérations ne

relevant pas du bâtiment ou du génie civil (mission 6.2).

Le DMLT permet au maître d'ouvrage, utilisateur des locaux, d'assurer la maintenance des lieux eu

égard à la sécurité et à l'hygiène de ses opérateurs ou des entreprises extérieures.

La mission a pour objet de justifier du respect des obligations réglementaires auxquelles sont soumis

les Bénéficiaires, maîtres d'ouvrage construisant ou aménageant des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.

La mission d'assistance à l'élaboration du DMLT consiste à :

- Définir la liste des documents, plans, notices techniques, dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage nécessaire à la constitution du dossier ;
- Collecter auprès du maître d'ouvrage et/ou de son maître d'œuvre ;
- Assister le maître d'ouvrage à la rédaction des notices, consignes, dossier technique et fiche qu'il contient ;
- Mettre en forme le dossier de maintenance pour transmission au maître d'ouvrage.

Le dossier de maintenance comporte notamment, les dispositions prises pour :

- Le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- L'accès en couverture, notamment, les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- L'entretien des façades, notamment les moyens d'arrimage et de stabilité

- d'échafaudage ou de nacelle ;
- Faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour le ravalement des halls de grande hauteur, les accès aux machineries d'ascenseurs, les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide sanitaire ;
- La localisation des espaces d'attente sécurisés.

Il comprend également :

- La notice d'instructions sur les dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et les informations nécessaires à l'entretien des installations, au contrôle de leur efficacité ;
- La consigne d'utilisation qui indique les dispositions prises pour la ventilation et fixe les mesures à prendre en cas de panne des installations ;
- La notice d'instructions sur les niveaux minimum d'éclairage, pendant les périodes de travail, des locaux, dégagements et emplacements, ainsi que les informations nécessaires à la détermination par l'employeur des règles d'entretien du matériel ; le document doit aussi rappeler au maître d'ouvrage que les cloisonnements qu'il est amené à mettre en place ne peuvent entraîner la création de locaux de travail aveugles ;
- La consigne fixant les règles d'entretien périodique du matériel relatif à l'éclairage et à l'éclairement des locaux ;
- Le dossier technique comportant la description et les caractéristiques des installations électriques réalisées dont le contenu est fixé par l'arrêté du 20 avril 2012 relatif au dossier technique, ainsi que tous les éléments permettant à la personne ou à l'organisme choisi par le maître d'ouvrage, au moment de la vérification initiale des installations électriques de donner un avis sur la conformité de celles-ci par rapport aux dispositions réglementaires applicables ;
- La notice comportant les caractéristiques des installations de désenfumage et les informations permettant leur contrôle périodique et leur maintenance, prévue à l'article 15 de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R235-4-8 et R235-4-15 (devenus respectivement les articles R4216-13 à R4216-16 et R4216-28 et R4216-29) du Code du travail et fixant des
- Dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail ;
- La fiche précisant les dispositions prises pour assurer aux personnes handicapées l'usage des
- Services, prévue à l'article 8 à l'arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R235-3-18 du Code du travail (devenus articles R4214-26 à R4214-29) ;
- Les dispositions prises pour les travaux ultérieurs nécessaires à l'entretien des lieux de travail des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.

Il doit également, selon l'article 8 de l'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail, préciser les caractéristiques principales des portes et portails, les informations permettant



d'entretenir et de vérifier le fonctionnement et notamment la périodicité des opérations d'entretien et de vérification en fonction de la nature des portes et portails et de leur utilisation, les éléments à entretenir et à vérifier.

Enfin, il indique les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition des travailleurs chargés des travaux d'entretien, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet.

Pour réaliser sa mission, le coordonnateur identifie avec le maître d'ouvrage les détenteurs des documents nécessaires, procède à leur collecte et leur récolement, assure une visite et un contrôle visuel de l'état et de l'accessibilité des ouvrages, installations et équipements cités supra y compris les sanitaires, réfectoires, vestiaires et autres locaux du maître d'ouvrage destinés aux entreprises extérieures, formalise les données dans le DMLT et les documents le constituant.

Au plus tard dans les 15 jours ouvrés qui suivent la prise de possession des locaux par le maître d'ouvrage, le coordonnateur doit transmettre audit maître d'ouvrage le DMLT.

Le coordonnateur procède aux compléments nécessaires ou à son actualisation en cas de modification(s) apportée(s) des ouvrages, installations et équipements concernés par le DMLT.

La mission commandée vaut pour la durée de l'accord-cadre et s'achève au terme de celui-ci.

### **2.8 Mission de conseil et d'assistance ponctuels (Mission 7)**

Cette mission peut être commandée à tout moment au cours de l'accord-cadre. Elle concerne des prestations non prévues dans le contrat mais entrant dans son périmètre et complémentaires à ce dernier. Elle correspond à une prestation d'une durée d'une demi-journée ou une journée pouvant être :

- Une réunion, incluant la rédaction d'un compte rendu ;
- Une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte rendu.

Cette prestation peut ainsi correspondre à la participation à une réunion ou un entretien d'une demi-journée (4h), dont l'ordre du jour aborde le thème de la législation du travail, notamment qui concerne la sécurité des travailleurs et à la prévention des risques, qui n'entre pas dans le cadre d'une opération sur laquelle le prestataire a déjà une mission.

Il peut s'agir par exemple d'une réunion en présence des partenaires publics (mairie, inspection du travail, pompiers, police nationale...) faisant état d'une réflexion globale sur la sécurité et la protection de la santé dans le cadre de travaux réalisés par le Bénéficiaire.

La mission peut aussi être une assistance à l'élaboration ou la mise à jour du document unique d'évaluation des risques prévu aux articles R4121-1 à R4121-4 du Code du

travail, une assistance à l'élaboration ou la mise à jour d'un plan de prévention tel que prévu à l'article 2.4.4.4 mais en dehors de toute mission de coordination lors de travaux réalisés par une entreprise extérieure (mission 3), ou encore une mission d'aide à la reprise d'activité en cas d'interruption d'activité suite à une situation particulière (événements climatiques, pandémie...) ou une mission d'aide et d'assistance à la lutte contre le travail dissimulé.

La mission s'achève à la remise du compte-rendu.

### **2.9 Mise à disposition des documents produits par le Titulaire**

Le coordonnateur met à disposition du maître d'ouvrage un serveur extranet où sont rassemblés tous les documents qu'il produit au cours de sa mission dans le cadre de l'exécution du Marché. Ces documents sont formatés sous PDF et téléchargeables par le maître d'ouvrage, tout au long du contrat.

Ils sont classés par site et par opération de travaux, le cas échéant découpée en tranches.

Le nombre d'utilisateurs potentiels du maître d'ouvrage (ingénieurs, conducteurs d'opération, chargés de sécurité incendie et leurs adjoints) est estimé à 10 par Bénéficiaire. Chacun dispose d'un identifiant et d'un mot de passe.

Tous les utilisateurs ont accès à l'ensemble des documents.

Le Bénéficiaire est réputé être détenteur des équipements bureautiques nécessaires à l'utilisation de l'application par son personnel.

Au terme de la mission, un support physique électronique est remis au maître d'ouvrage, dont le contenu est identique à celui du serveur.

Fait à GAP, le 27/10/2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,

Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD